

## ANNEXE

### Délibération n° 2008-0005 du 25 avril 2008 *modifiée*

*Version consolidée à jour des modifications suivantes : délibération n° 2010-1212 du 11 janvier 2010*

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                        |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>Article 1er</b> - Charge le président, jusqu'à la fin de son mandat, par délégation, d'effectuer l'ensemble des opérations suivantes :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| - <i>en matières patrimoniale et domaniale</i> :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.1</b> - Arrêter et modifier l'affectation des propriétés communautaires utilisées par les services publics communautaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.2</b> - Décider de la réforme et de la cession à titre gratuit ou onéreux des biens meubles de la Communauté urbaine dont la valeur n'excède pas 5 000 €.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.3</b> - Décider et approuver les conditions d'affectation, d'occupation et de location, constitutives ou non de droits réels, des biens meubles et immeubles appartenant ou non à la Communauté urbaine pour une durée n'excédant pas douze ans.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.4</b> - Exercer au nom de la Communauté urbaine les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme et, le cas échéant, déléguer ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L 213-3 du code de l'urbanisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.5</b> - Exercer au nom de la Communauté urbaine le droit de priorité défini aux articles L 240-1 et suivants du code de l'urbanisme et, le cas échéant, déléguer ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues par l'article L 213-3 du code de l'urbanisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.6</b> - Fixer dans les limites de l'estimation de France domaine le montant des offres de la Communauté urbaine à notifier aux expropriés et ayants-droit et répondre à leurs demandes.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| - <i>en matière financière</i> :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.7</b> - Créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services communautaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.8</b> - Procéder, dans les limites fixées par le conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L 1618-2 et au a) de l'article L 2221-5-1 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des dispositions du c) de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires. | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.9</b> - Réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum fixé par le conseil de Communauté.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.10</b> - Fixer les rémunérations et régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.11</b> - Prendre toute décision relative aux accords-cadres et marchés passés selon la procédure adaptée d'un montant inférieur à 193 000 € HT, toute décision relative aux                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | Délibération n°2010-1212 du 11/01/2010 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| marchés d'un montant inférieur à 193 000 € HT subséquents d'un accord-cadre, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ou les décisions de poursuivre, lorsque les crédits sont prévus au budget annuel ou sont affectés par autorisation de programme à un projet d'investissement.                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                        |
| <b>Article 1.12</b> - Prendre toute décision relative aux accords-cadres et marchés visés aux 1° et 11° de l'article 3 du code des marchés publics d'un montant inférieur à 193 000 € HT, ainsi que toute décision concernant leurs avenants ou les décisions de poursuivre, lorsque les crédits sont prévus au budget annuel ou sont affectés par autorisation de programme à un projet d'investissement.                                                                                                                                                                                               | Délibération n°2010-1212 du 11/01/2010 |
| <b>Article 1.13</b> - Passer les contrats d'assurance et accepter ou refuser les indemnisations proposées par les assureurs de la Communauté urbaine en application des polices souscrites.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.14</b> - Déclarer sans suite toute procédure de passation de marché public ou d'accord-cadre pour motif d'intérêt général.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| - en matière d'urbanisme :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.15</b> - Fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.16</b> - Décider, arrêter et notifier les subventions relatives à l'habitat (parc social et parc privé), tant en application des délibérations-cadres du conseil de Communauté définissant les modalités de la politique du logement et les règles de calcul des aides que dans le cadre de la délégation, par l'Etat à la Communauté urbaine, de la compétence en matière d'aides à la pierre ou dans le cadre du mandat, confié par la Région, de gestion des aides régionales à la production de logements sociaux.                                                                      | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| - divers :                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.17</b> - Intenter au nom de la Communauté urbaine toute action en justice ou défendre la Communauté urbaine dans les actions intentées contre elle. Cette délégation, portant sur l'ensemble du contentieux, tant devant les juridictions administratives que judiciaires, quel que soit le degré et la nature de la juridiction en cause et devant toutes les instances de médiation ou de conciliation, s'applique également pour toutes les constitutions de partie civile faites au nom et pour le compte de la Communauté urbaine ainsi que toutes les actions civiles s'y rattachant. | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.18</b> - Prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières communautaires.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.19</b> - Accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 1.20</b> - Saisir pour avis la commission consultative des services publics locaux de la Communauté urbaine, uniquement sur les projets de délégation de service public ou de partenariat, dans les conditions prévues à l'article L 1413-1 du code général des collectivités territoriales.                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |

|                                                                                                                                                                                                       |                                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------|
| <b>Article 2</b> - Dit qu'en cas d'empêchement du président, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la présente délégation d'attributions pourront être prises par son suppléant. | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |
| <b>Article 3</b> - Rappelle que, lors de chaque réunion du conseil de Communauté, le président rendra compte des attributions exercées par délégation du conseil de Communauté.                       | Délibération n°2008-0005 du 25/04/2008 |